

Le président Obama, le premier ministre et la lutte contre le changement climatique

Avec l'élection du président Barack Obama aux États-Unis, le paysage politique mondial a changé considérablement sur de nombreuses questions, dont la lutte contre le réchauffement climatique. Au cours de son premier mois au pouvoir, le président Obama a démontré qu'il est prêt à agir sur le dossier du changement climatique. Il a préparé la voie pour des normes plus musclées relatives aux voitures apolluantes, introduit un ensemble de stimulus écologiques sérieux qui est beaucoup plus ambitieux que celui du Canada par habitante et habitant, déclaré une intention de jouer un rôle constructif dans les négociations internationales sur le climat et demandé des maximums sévères relatives à la pollution causée par le réchauffement climatique.

Nous espérons que le premier ministre comprendra le message clair envoyé par le président Obama à l'effet que son administration adoptera une position bien différente face au changement climatique comparativement à l'ancienne, et que les États-Unis mettront en œuvre des mesures sévères pour réduire la pollution causée par les émissions de gaz à effet de serre. Si le Canada n'accroît pas massivement nos propres efforts, nous nous retrouverons derrière, dans en ce qui a trait à la lutte mondiale contre le changement climatique que dans les occasions d'économie verte et d'énergie propre. La réputation internationale du Canada et ses perspectives économiques en souffriront, à moins que le premier ministre réalise que le contexte politique international a changé.

En particulier, les sables bitumineux pourraient s'avérer un rude coup pour le Canada dans notre relation avec les États-Unis et le monde. Le Canada ne peut pas affirmer faire sa juste part, encore moins être un leader international, sans aborder l'impact sur l'environnement de la production de sables bitumineux. L'attente est que le président Obama sera clair à l'effet qu'il n'y aura pas d'entente spéciale afin de permettre au Canada de polluer davantage simplement parce que nous fournissons du pétrole aux États-Unis. Ce que cela signifie, c'est que le Canada devra imposer un maximum important sur les émissions des sables bitumineux. L'analyse montre que l'industrie pourrait se le permettre, mais aucun gouvernement n'a encore été prêt à l'accepter.

Le gouvernement Harper se traîne les pieds depuis sont arrivée au pouvoir. Après trois ans, le Canada n'a toujours pas de règles sur les émissions de gaz à effet de serre pour l'industrie et le dernier budget fédéral n'a pas réussi à renouveler le programme d'encouragement pour l'industrie éolienne au Canada. Le gouvernement a établi des cibles faibles pour 2020 en ce qui a trait à la pollution causée par le réchauffement climatique et, tout de même, toutes les analyses indépendantes de ses propositions de règles pour atteindre ces cibles concluent qu'il ne s'en approchera même pas. En fait, la pollution pourrait continuer d'augmenter. Afin de parer au manque de crédibilité, le gouvernement fédéral doit se montrer beaucoup plus ambitieux en ce qui a trait au développement et à la mise en œuvre d'une politique sur le changement climatique et engager la communauté internationale, y compris les États-Unis.

Bien que le gouvernement fédéral ait songé à se joindre aux États-Unis dans un système de plafond et d'échange, les avantages d'une telle approche ne sont pas évidents. En fait, il n'y a aucune indication de l'administration Obama que ce type de partenariat est même sur leur écran radar et le résultat pourrait être un délai important pour le Canada. Dans le cadre des élections d'octobre 2008, la plate-forme des Conservateurs suggérait qu'un tel système serait uniquement en place quelque part entre 2012 et 2015. Même le fait d'attendre que les États-Unis présentent leur approche sur la réglementation des émissions de gaz à effet de serre, tel que suggéré par le ministre de l'Environnement Jim Prentice, causera un retard inutile.

Le gouvernement canadien doit plutôt aller de l'avant et faire lui-même preuve de leadership plutôt que d'attendre après les États-Unis. Cela signifierait le renforcement de son système proposé pour la réduction d'émissions et aller de l'avant dès maintenant avec sa mise en œuvre. Il se peut que plus tard il soit sensé de lier d'autres régimes d'échange de droits d'émission de carbone, comme le système d'échange européen ou celui qui émerge des États-Unis. Cependant, ce sera avantageux uniquement si les deux systèmes sont tout aussi ambitieux l'un que l'autre et exempts de toute faille qui rend l'intégration beaucoup plus difficile.

Peu importe si le Canada élabore son propre système de façon indépendante ou le lie au système américain, l'approche doit adhérer à certains principes s'il doit être efficace et crédible. Ces principes incluent :

Des cibles basées sur la science : de nombreux scientifiques et des principaux pays ont identifié deux degrés de réchauffement climatique moyen comme étant le seuil critique pour un changement climatique dangereux. Pour que le Canada fasse sa juste part pour éviter ce niveau de réchauffement, les émissions de gaz à effet de serre devraient être au moins de 25 % sous le niveau de 1990 d'ici 2020. Les cibles pour l'industrie ne devraient pas être plus faibles.

Des maximums musclés : éviter un changement climatique dangereux signifie réduire les émissions dans l'atmosphère en termes absolus, non pas sur une base d'intensité. Des cibles absolues, c'est-à-dire des maximums musclés, assurent une plus grande certitude quant à la réussite des réductions d'émissions souhaitées.

Permis vendus aux enchères : un véritable système de paiement par les pollueurs est un système où 100 % des permis d'émissions sont vendus aux enchères aux pollueurs plutôt que d'être alloués gratuitement. Cela rendra le développement et la mise en œuvre d'un système de plafond et d'échange plus honnête, récompensera les entreprises qui ont agité tôt et évitera d'accorder des profits aléatoires aux pollueurs.

Aucune exemption ou faille pour quelque industrie que ce soit : un système équitable et efficace est un système où chaque secteur réduit les émissions dans la même proportion que le maximum national. Il n'y a aucun fondement pour détourner le système à l'avantage de n'importe quel secteur aux dépens des autres. Cela signifie également éviter les failles qui affaiblissent inutilement et compliquent le système—les failles comme les limites de prix sur les permis, un fonds pour la technologie auquel une entreprise peut participer plutôt que de réduire ses émissions, ou l'utilisation de compensations qui ne représentent pas les véritables réductions d'émissions.

Aussi large que possible : un système de plafond et d'échange devrait inclure toutes les émissions de l'industrie, ainsi que les émissions causées par le transport et les édifices. Cela couvrirait plus de 80 % des émissions de gaz à effet de serre du Canada et assurerait le système le plus efficace, efficient et simple d'un point de vue administratif.

Personne sait à quoi ressemblera le système de plafond et d'échange des États-Unis ou la vitesse à laquelle il sera développé et mis en œuvre. Le président Obama semble faire du changement climatique une priorité de son administration. Cependant, il y a pratiquement toujours des obstacles ou des difficultés lorsqu'on veut adopter des projets de loi importants. La population canadienne veut que le Canada soit un leader sur les grandes préoccupations mondiales, pas seulement un « suiveur » des États-Unis.

Personnes-ressources :

Dale Marshall, David Suzuki Foundation, 613-302-9913
Graham Saul, Climate Action Network Canada, 613-558-3368